



Sport & discrimination: le regard des media

**DITES
NON
À LA DISCRIMINATION**

**Campagne du Conseil
de l'Europe**



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Sport et discrimination : le regard des media

Les textes de cette publication ont été écrits par Virginie Sassoon à la demande du secrétariat de la Campagne Dites Non à la Discrimination du Conseil de l'Europe. Les différents articles publiés ici sont tirés des résultats du séminaire Sport et Discrimination : le regard des media.

Les opinions exprimées dans cet ouvrage ne donnent, des instruments juridiques mentionnés, aucune interprétation officielle pouvant lier les gouvernements des Etats membres, les organes statutaires du Conseil de l'Europe ou tout organe institué en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme.

Table des matières

Présentation	5
Le Conseil de l'Europe, acteur du dialogue interculturel et du sport en Europe	7
Le football sur le devant de la scène médiatique	9
Du racisme ordinaire au défouloir des stades...L'enjeu identitaire ...	11
Régionalisme, nationalisme...Et l'Europe ?	13
La marchandisation du spectacle. Les media du sport : un environnement sous influence	15
Lilian Thuram lance sa fondation « Education contre le racisme »	19
Sports sexistes	21
Agir contre le racisme dans le football. L'expérience du réseau FARE	23
Plus de prévention, de sanctions, de médiatisation... et d'introspection	25

Présentation

Si le rock dominait la culture des années 1960 et 1970, depuis les années 1990, nos sociétés sont entrées dans « l'Âge du sport »¹. Surmédiatisé, mondialisé, le sport, et plus particulièrement le football, rassemble des millions de spectateurs. S'il suscite des engouements collectifs exceptionnels et renforce la cohésion nationale, il est dans le même temps le théâtre d'actes racistes et de violences inouïes.

Comment les journalistes sportifs peuvent-ils contribuer à une couverture plus équilibrée et « fair-play » de la compétition entre nations que recouvrent, bien souvent, les événements sportifs ? Comment le journalisme sportif peut-il participer au dialogue interculturel ? Comment les media et leurs professionnels peuvent-ils être le relais, au sein de leurs reportages sportifs, des initiatives de lutte contre les discriminations ? Quel rôle les sponsors et leurs stratégies de communication peuvent-ils jouer dans ce domaine ?

Ce sont les questions posées par le Conseil de l'Europe aux intervenants du séminaire « Sport et discrimination : le regard des media », qui s'est tenu à Strasbourg, le 20 novembre 2008, au Centre européen de la Jeunesse. Cet événement s'inscrit dans la campagne du Conseil de l'Europe « Dites non à la discrimination ». Il a réuni des journalistes sportifs européens, des organisations professionnelles, des représentants d'ONG (*Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme, Football Against Racism in Europe...*), des lobbys (*Sport et citoyenneté...*).

Ce séminaire de travail, organisé avec et pour les media du monde du sport, s'est déroulé en deux temps. La première partie de l'après-midi s'intitulait « Sensibilisation interculturelle, racisme, et journalisme sportif » et la seconde : « Media et lutte contre les discriminations : une approche par le sport ». Lilian Thuram était l'invité spécial de ce séminaire, au cours duquel il a officiellement présenté sa Fondation « Education contre le racisme ».

1. Selon l'expression du critique Martin Jacques, cité par Kurt Wachter, coordinateur du projet, Football against Racism en Europe (FARE).

Les débats ont permis de partager des idées et de présenter diverses initiatives. Ce compte rendu reprend de manière transversale les principaux thèmes abordés, en s'appuyant à la fois sur les témoignages des intervenants et sur les documents qu'ils avaient apportés pour illustrer leurs propos.

Sport et discrimination : le regard des media

Strasbourg, 20 novembre 2008

Le séminaire *Sport et discrimination : le regard des media* a eu lieu en novembre 2008 au Centre Européen de la Jeunesse (CEJ) du Conseil de l'Europe. Ce séminaire de travail avec et pour les media du monde du sport s'est inscrit dans le cadre des activités de la Campagne *Dites Non à la Discrimination* du Conseil de l'Europe et à l'occasion des rencontres européennes *Le sport à l'épreuve des diversités* organisées par l'Accord Partiel Elargi sur le Sport (Apes) du Conseil de l'Europe avec l'Agence pour l'Education par le Sport (APELS). Ce séminaire a porté sur un double aspect de la thématique *Sport, Discrimination et Media* en abordant, d'une part, les relations entre *Sensibilisation interculturelle, racisme et journalisme sportif*, et, d'autre part, les rapports entre *Media et lutte contre les discriminations*. Ont, notamment, contribué à ce séminaire : Gabriella Battaini-Draconi, Directrice Générale Education, Culture et Patrimoine, Jeunesse et Sport, Coordinatrice pour le Dialogue Interculturel et de la Campagne antidiscrimination, Conseil de l'Europe ; Jonathan Hill, Directeur, Bureau de Bruxelles, Union européenne des Associations de football (UEFA) ; Kurt Wachter, Coordinateur de projet, Football against Racism in Europe (Fare) et Lilian Thuram, Président, Fondation *Education contre le Racisme*.

Le Conseil de l'Europe, acteur du dialogue interculturel et du sport en Europe

Ce séminaire s'inscrit dans la Campagne « Dites non à la discrimination », menée par le Conseil de l'Europe dans le cadre de sa politique en faveur du dialogue interculturel. Il a été organisé en partenariat avec l'Accord Partiel Elargi sur le Sport (APES) du Conseil de l'Europe. Quels sont les principaux axes d'intervention de l'organisation dans ces différents domaines ?

Dans son discours d'ouverture, Gabriella Battaini-Dragoni, Directrice Générale de l'Education, Culture et Patrimoine, Jeunesse et Sport, a rappelé pourquoi le dialogue interculturel figurait au cœur de l'agenda du Conseil de l'Europe : « Il construit un pont qui nous permet d'avancer ensemble et de reconnaître nos différentes identités de manière constructive et démocratique ».

Si, dès sa création en 1949, le Conseil de l'Europe travaille pour la promotion de la diversité culturelle, en défendant des valeurs telles que les droits de l'homme, la primauté du droit et la démocratie, c'est en 2005 que le dialogue interculturel s'impose réellement comme l'une des priorités de l'organisation. A partir de cette date, la préparation du « Livre blanc sur le dialogue interculturel » est mise en route.

Publié en 2008 - année européenne du dialogue interculturel - le Livre blanc montre, de manière précise, que le dialogue interculturel peut contribuer à valoriser la diversité tout en maintenant la cohésion sociale. Il entend fournir un cadre conceptuel et un guide aux décideurs politiques et aux praticiens. Recommandation concrète émanant du Livre Blanc, la Campagne « Dites non à la discrimination », vise à soutenir les efforts déjà déployés par les media afin que, dans un environnement de plus en plus multiculturel, leur rôle soit constructif. La Campagne poursuit trois objectifs interdépendants, que Gabriella Battaini-Dragoni a rappelés. Tout d'abord : « *encourager les media à diffuser des informations sur la discrimination et les mécanismes de lutte contre la discrimination, auprès du grand public et des victimes potentielles* ». Ensuite, il s'agit de « *mieux préparer les professionnels des media à travailler dans une Europe multiculturelle* ». Enfin, le troi-

sième objectif est de « *faciliter l'accès des professionnels issus des minorités à tous les secteurs de l'industrie des media* ».

Les media jouent un rôle décisif dans notre perception du monde. Cette campagne vise à les impliquer afin de toucher le grand public et mettre la lutte contre les discriminations à l'ordre du jour. A travers ce séminaire consacré au monde du sport, le Conseil de l'Europe offre un cadre de travail, un espace pour susciter une réflexion collective entre des acteurs politiques, associatifs et médiatiques, aux intérêts parfois divergents.

Accord partiel élargi sur le sport (APES) – Conseil de l'Europe

En mai 2007, a été adopté par le Conseil de l'Europe la résolution CM/Res(2007)8 instituant l'Accord partiel élargi sur le sport (APES) dans le but de donner un élan nouveau à la coopération paneuropéenne et de relever les défis auxquels le sport doit actuellement faire face en Europe – poursuivant ainsi une activité de plus de 30 ans dans ce domaine. L'APES est une plateforme de coopération intergouvernementale entre les autorités publiques de ses Etats membres. Il permet aussi le dialogue entre les pouvoirs publics, les fédérations sportives et les ONG. Cette concertation contribue à une meilleure gouvernance, afin de rendre le sport plus sain, plus sûr, et conforme à une éthique élevée. L'APES vise à promouvoir le développement du sport dans la société moderne, et à mettre l'accent sur ses valeurs positives. Il élabore des normes (politiques ou légales), en assure le suivi et propose des activités d'assistance et d'échange de bonnes pratiques. Pour établir ses propres stratégies, l'APES se fonde sur les instruments normatifs du Conseil de l'Europe tels que la Charte européenne du sport, le Code d'éthique sportive, la Convention européenne sur la violence des spectateurs et la Convention contre le dopage. Trente-trois Etats sont actuellement membres de l'APES (Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Maroc, Monaco, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Saint-Marin, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse et l'« ex-République yougoslave de Macédoine ») et sept organisations sportives européennes (y compris l'ENGSO et l'UEFA) sont des partenaires non gouvernementaux de l'Accord partiel élargi sur le sport.

Enlarged Partial Agreement on Sport



Accord Partiel Élargi sur le Sport

Le football sur le devant de la scène médiatique



Marc Chevrier, L'Equipe, Séminaire novembre 2008, Strasbourg.

Le football est l'un des sports les plus populaires du monde. Des favelas du Brésil aux bidonvilles d'Afrique, en passant par les grands stades d'Europe, le football se joue, se rêve, devient rituel, sans frontières culturelles ni sociales. Certains joueurs sont élevés au rang de superstars, d'icônes. Mais aucun championnat n'est épargné...C'est la discipline où la majorité des actes racistes sont recensés.

La lutte contre le racisme est une priorité pour l'Union européenne des associations de football (UEFA). « Triste constat », déplore Jonathan Hill, directeur du bureau bruxellois de l'UEFA, qui

pense néanmoins qu'un changement positif s'est produit au cours de ces dix dernières années : « Pendant longtemps le football a été dans le déni. On disait que le racisme était un problème social, le football se plaçait comme victime du racisme. Aujourd'hui, les choses ont changé, il y a eu une prise de conscience de la responsabilité du football, de notre devoir de lutter contre le racisme et les discriminations. »

La surexposition médiatique du football rend les actes racistes d'autant plus visibles. Le site Internet du réseau *Football against racism in Europe* (FARE) en recense quasi quotidiennement à travers l'Europe. Dernier exemple en date, le 6 janvier 2009, le milieu de terrain d'Oxford United, Sam Deering (21 ans), qui s'est cassé la jambe, a déclaré sur Facebook que les infirmières qui s'occupaient de lui étaient des « sales Pakis » (Pakistanaïses). Les dirigeants d'Oxford lui ont infligé une amende. Le joueur devrait par ailleurs participer aux campagnes de promotion des minorités du club.

Ainsi, même si Jonathan Hill croit en une évolution positive, le chemin à parcourir reste encore long pour que tous se sentent concernés. Un vaste travail de sensibilisation doit être entrepris, notamment auprès des professionnels, dont l'influence sur l'opinion publique est significative. Par ailleurs, une meilleure représentation des minorités ethniques dans les stades parmi les supporters, au sein des ligues professionnelles, ainsi que dans les media, devrait constituer un domaine d'action prioritaire.

Du racisme ordinaire au défouloir des stades...L'enjeu identitaire

Les groupes de supporters sont à l'origine de la plupart des manifestations et agressions racistes et antisémites. Est-ce que le stade est un miroir grossissant des maux qui rongent nos sociétés ? Comment combattre ce fléau ?

« La manière dont des joueurs de football noirs sont accueillis dans certains stades européens (des supporters leur lancent des bananes en poussant des cris gutturaux, manière de les assimiler à des singes et de les placer en dehors de l'humanité) rappelle que le temps des zoos humains n'est pas si lointain », écrit le chercheur et historien Pap Ndiaye dans son dernier ouvrage « La condition noire. Essai sur une minorité française »². Et comme Carine Bloch, vice présidente de la *Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme* (LICRA), l'a fait remarquer : si la dimension universelle du football en France est vécue comme une évidence, cela n'empêche pas des extrémistes, fascistes et néonazis de se manifester. Pour les toucher, il est nécessaire de trouver une scène médiatique importante, au rayonnement international. Un travail qui est aujourd'hui mené par la LICRA, mais aussi par le réseau FARE et le Conseil de l'Europe.

Refus de la différence, peur de l'autre, repli sur soi... Les actes racistes révèlent les contradictions du sport, car ses valeurs sont celles d'un langage universel qui promeut le respect et l'ouverture aux autres. Mais pour Fabien Wille, maître de conférences à l'Université de Lille, « On ne peut demander au sport d'être plus vertueux que la société elle-même. Tout en sachant qu'il est l'expression exacerbée d'un certain nombre de choses. » Fabien Wille a aussi attiré l'attention sur la manière dont les acteurs politiques instrumentalisaient les manifestations racistes, comme dernièrement la banderole anti-Ch'tis, créant indirectement un processus de légitimation du discours raciste. La responsabilité des hommes politiques vis-à-vis de ces actes représente donc un enjeu décisif.

2. Pap Ndiaye, *La condition noire. Essai sur une minorité française*, Editions Calmann-Lévy, 2008.

L'instrumentalisation politique s'applique aussi aux victoires. Jacques Chirac avait largement profité de l'euphorie suscitée par la victoire de la France lors de la coupe du monde de football en 1998. Mais le mythe d'une France «black blanc beur» qui s'acceptait et s'aimait comme telle s'est rapidement effrité.



Seminaire novembre 2008, Centre Européen de la Jeunesse, Strasbourg.

« Le sport propose un discours sur la nation, sur ce que signifie d'être français (ou britannique, ou allemand). Dans ce contexte, les sportifs acquièrent une importance particulière : leur corps individuel représente le corps national », explique Pap Ndiaye dans son livre. Les actes racistes révèlent donc les tensions entre une nation imaginée et la diversité d'une équipe qui la représente. Le sport fonctionnerait comme une métaphore des conflits internes et des enjeux identitaires de nos sociétés.

Sport roi en Europe, peut-on pour autant affirmer que le football est à l'image de notre société ? « Si l'on se passionne tant pour cette histoire de pieds, de têtes, de torsos, de buts, ce n'est pas seulement en raison de ses propriétés scéniques, de ses ressorts pathétiques, mais parce qu'elle met à nu, à la façon d'un drame caricatural, l'horizon symbolique de nos sociétés », écrit à ce sujet Christian Bromberger dans « Football, La bagatelle la plus sérieuse du monde ». ³

3. Christian Bromberger, Football, la bagatelle la plus sérieuse du monde, Essai, Editions Bayard, 1998.

Régionalisme, nationalisme...Et l'Europe ?

Comment l'Europe, en tant qu'entité supranationale, peut-elle faire sens alors que les fiertés régionales et nationales sont exacerbées par la compétition sportive ? Le football participe-t-il de l'émergence d'un espace public européen ?

Le sport offre une palette variée d'identifications. Une personne issue de l'immigration peut, par exemple, supporter à la fois une équipe locale, l'équipe nationale mais aussi l'équipe de son pays d'origine, ou encore certains joueurs évoluant ailleurs...le sport est un vecteur qui permet d'exprimer une pluralité d'identités et de sentiments d'appartenance.

Si le sentiment de fierté nationale suscité par le sport est souvent critiqué, pour Jérôme Le Fauconnier, journaliste à L'Equipe, il est important de garder à l'esprit que le régionalisme est aussi un phénomène très marqué, notamment le racisme entre clubs dans le football. Une anecdote illustre bien cette réalité : en 1990, l'Italie reçoit le Mondial de Football. La demi-finale se déroule au stade de Naples et oppose l'Italie à l'Argentine. Diego Maradona, de nationalité argentine, joue dans l'année dans le club de Naples, le SSC Naples. Au cours de ce match, les supporters napolitains encourageront la star argentine, qui défend par ailleurs les couleurs de leur club, au détriment de leur équipe nationale !

« Est-ce que le football offre un microcosme de l'intégration européenne ? Comment le football européen reflète, ou peut-être même forme, l'évolution de notre identité européenne ? Que révèle la ligue des champions, la principale compétition professionnelle des clubs de football ? », s'est interrogé Jonathan Hill, directeur du bureau bruxellois de l'UEFA. D'après ses observations, certains phénomènes sont particulièrement significatifs. Tout d'abord, la mobilité professionnelle exceptionnelle des joueurs. La libéralisation du marché des joueurs (Loi Bosman, Cour européenne de justice 1995) les encouragent à changer de club et de pays pour décrocher le meilleur contrat. En conséquence : ce sont les clubs les plus riches qui ont toujours les meilleurs ! Quoiqu'il en soit cette internationalisation croissante des clubs influencent la perception que l'on a du territoire national, mais aussi de l'Europe. D'autre

part, pour Jonathan Hill, nous assistons à l'émergence progressive d'un espace public européen. « Cela serait absurde de suggérer que la ligue des champions réussit là où le Parlement européen a souvent échoué, mais le fait que des millions d'Européens regardent le même jeu au même moment doit forcément compter pour quelque chose. D'après Anthony King, auteur du "Rituel européen, football et nouvelle Europe", le symbole de la Ligue des champions est parmi les premiers symboles européens».

Si l'émergence d'un espace public européen par le football est une idée discutable, nul doute que la lutte contre le racisme et les discriminations doit être traitée à l'échelle européenne. Comme l'a souligné Jérôme le Fauconnier : « Il est intéressant d'observer qu'à chaque fois que la commission de discipline ne sanctionne pas assez on se retourne vers l'UEFA. » Il y a donc une réelle nécessité d'affronter ces problèmes au niveau européen.

La marchandisation du spectacle. Les media du sport : un environnement sous influence

Avec les revenus de la télévision, le football est devenu une industrie florissante, dont les bénéficiaires donnent le vertige... Comment les journalistes sportifs peuvent-ils évoquer la dimension interculturelle du sport, quand l'on attend d'eux qu'ils se focalisent avant tout sur les résultats ? Comment parler de diversité culturelle dans un contexte où la presse cherche avant tout à se vendre ?



Murat M. AGCA, Service Sport, Milliyet Gazetesi, Séminaire novembre 2008, Strasbourg.

« La domination du football sur les politiques sportives européennes s'explique en raison de sa popularité », a expliqué Jonathan Hill de l'UEFA. Notons que cette remarque vaut également pour le séminaire où il a été essentiellement question du ballon rond ! Les raisons du succès tiennent principalement à la simplicité des règles du football

ainsi qu'au faible coût financier de la pratique. Le football fait aussi rêver pour ces success story, des joueurs d'origine sociale modeste qui accèdent à la gloire et à la fortune. Mais pour Kurt Wachter, coordinateur du projet *Fairplay* et du réseau FARE, le football n'est plus le sport des classes ouvrières. Avec les revenus de la télévision, il est aujourd'hui une industrie du divertissement globalisé recrutant sa force de travail partout dans le monde.

De spectacle « vivant », le football est devenu un spectacle télévisé avant tout, qui connaît des taux d'audience records. Les coûts des droits de retransmission ont augmenté de manière exponentielle depuis la fin des années 1970, générant des profits colossaux. Les salaires des joueurs et des responsables sportifs ont donc explosé, et les clubs les plus importants sont devenus des sociétés anonymes cotées en bourse.

Dans ce contexte, comment les journalistes sportifs peuvent-ils devenir des médiateurs, pour introduire des valeurs de respect de l'autre? Au sein du journal *l'Equipe*, il n'existe aucune prescription particulière pour condamner le racisme, cette posture étant implicitement partagée par l'ensemble de la rédaction, d'après Jérôme Le Fauconnier. Rattaché à la rubrique football, depuis huit ans, ce dernier écrit des articles sur les dérives du sport. Les sujets principaux portent sur la discrimination, le racisme, l'argent sale. Il se bat au quotidien pour avoir « de la place », mais doit s'imposer face à une actualité qui prime toujours. Pour illustrer en partie les difficultés qu'il doit surmonter, il a apporté certains de ses articles... toujours situés en bas de pages! Il a raconté par ailleurs une expérience particulièrement marquante : « Il y a quelques années, j'ai infiltré l'extrême droite et les supporters ultras à Nice, pendant six mois. J'étais surpris de voir que beaucoup de gens disaient qu'en France il n'y avait pas de racisme, pas d'extrémistes. J'ai écrit un dossier qui est paru sur deux jours et ça a fait un scandale. Et je sais qu'au journal ils ne veulent plus en entendre parler parce que ça les dépasse. Il y a un équilibre à trouver, c'est la difficulté. Notre travail c'est aussi de rendre compte de la complexité de la lutte contre le racisme et de la rendre accessible à beaucoup de gens. D'un autre côté, la facilité c'est de ne s'occuper que de l'événement et de caricaturer. »

Margot Dunne, journaliste free lance pour la BBC, a indiqué que certaines consignes sont clairement explicitées par la chaîne : il est nécessaire de refléter la diversité multiculturelle de la Grande-Bretagne, tant dans les contenus que dans l'équipe qui les produit. La question des ressources humaines est cruciale : « Montrer des sujets sur la diversité ne suffit pas, il faut aussi montrer la richesse de nos talents », précise la journaliste.

De son côté, Luis Nieto, directeur de AS.COM, journal sportif en ligne basé à Madrid, a indiqué qu'au sein de sa rédaction, une attention croissante était portée à ces questions, même si elle n'est pas formalisée dans « un cahier des charges ».

Fabio Monti, journaliste au *Corriere della Sera*, a témoigné quant à lui d'une situation plutôt inquiétante : « Le racisme a beaucoup de pouvoir en Italie, à travers la pression des supporters, des dirigeants des clubs... C'est une société très raciste. Cela se reflète dans les stades. Le problème n'est pas dans les media mais dans la société. » Reste à voir comment les professionnels du sport et les dirigeants, actionnaires, et membres importants de ces clubs, ainsi que les media se mobilisent pour rompre la loi du silence.

Un autre point important pour Carine Bloch, vice présidente de la LICRA, est de traiter les actes racistes « à égalité » : « Quand il y a des actes contre des populations blanches, comme la banderole sur les Ch'tis, ou quand la

Marseillaise est sifflée, cela fait les gros titres. Le traitement médiatique n'est pas le même quand il s'agit de minorités visibles. Cette différence est problématique.»

La prédominance des logiques commerciales dans les media rend difficile la possibilité de traiter d'initiatives menées contre les discriminations et le racisme. Pour Christophe Gaignebet, journaliste et membre actif du réseau Sport et Citoyenneté, il y a ici un véritable défi, pour les institutions, les ONG, les fédérations, les politiques, engagés sur cette question : la communication. Il s'agit de trouver des moyens simples, efficaces, originaux, facilement assimilables, avec l'appui de stars, de sportifs connus, d'anciens footballeurs, pour faire passer les messages.

La diversité de l'Europe se traduit aussi dans son paysage médiatique. Cette variété de media, locaux, régionaux, nationaux et maintenant transnationaux avec l'Internet, reflète les différences entre les Européens. « Dans le contexte de compétitions sportives internationales, les media exploitent ces différences, pour vendre plus, car cela permet de raconter des histoires juteuses », a souligné Jonathan Hill de l'UEFA. Ce dernier a grandi en Angleterre, et il se souvient que dans les années 1990, lors des matchs contre l'Allemagne, les tabloïds anglais avaient réalisé des photos montages, utilisant des symboles militaires issus de la seconde guerre mondiale contre les Allemands. Des montages photographiques similaires ont récemment été publiés dans un journal polonais. Cela illustre bien le fait que les compétitions mobilisant les équipes nationales continuent à véhiculer un sentiment identitaire et nationaliste extrêmement fort. Dès lors, « quel espace peut-on trouver pour le dialogue interculturel ? » a questionné Jonathan Hill, qui a poursuivi en arguant que les tabloïds n'étaient pas la seule presse existante, et que des articles traitant de l'identité culturelle dans le sport paraissaient dans le *Financial Time*, par exemple. Mais cela nous renvoie à la question de l'accès à ce type d'écrits, relativement élitistes.

La réponse est donc à chercher ailleurs, au plus près des supporters, des amoureux du sport... Tous les media doivent s'impliquer. Mais pour les convaincre de diffuser un message citoyen, les acteurs politiques, institutionnels et associatifs doivent développer des outils de communication adaptés au flux incessant de l'information et des images, à l'exemple du spot télévisé de 30 secondes « Plusieurs langues, un seul but : Non au racisme » du réseau FARE.

Lilian Thuram lance sa fondation « Education contre le racisme »

Depuis la fin de sa carrière, arrêtée brutalement en 2008 en raison de la découverte d'une malformation cardiaque, l'ancien champion du monde d'origine guadeloupéenne a multiplié les actions en faveur de la lutte contre le racisme. Jusqu'à créer sa propre fondation, qu'il a présentée officiellement lors du séminaire.

« Combien de personnes savent qui était Gobineau⁴ ? » interroge souvent Lilian Thuram lors d'interviews, convaincu que l'ignorance est la cause de bien des maux. Venu spécialement au Conseil de l'Europe pour présenter sa fondation, dont la devise est « Il n'y a qu'une seule race, la race humaine », il a exposé ses trois d'axes d'interventions : l'éducation pour les enfants, la sensibilisation de l'opinion publique et la recherche sur le racisme. Pour l'ensemble de ces activités, la fondation sera conseillée par un comité d'experts.

Pour ce citoyen engagé, membre du Haut Conseil à l'Intégration, condamner le racisme ne suffit pas : il faut comprendre d'où il vient. « Prenons l'exemple du racisme anti-noir. Il est facilement explicable quand vous savez que, pendant 400 ans d'esclavage, les Noirs ont été considérés comme des sous-hommes, voire des animaux. Le pire, c'est que même les philosophes du siècle des Lumières, comme Montesquieu ou Voltaire, ont cautionné ce racisme. Même plus tard, un homme aussi brillant que Victor Hugo a dit : "L'homme blanc a fait du Noir un homme." »⁵ La connaissance de l'histoire est pour lui le seul moyen de progresser, « de tordre le cou aux préjugés racistes » que beaucoup reçoivent implicitement en héritage. L'éducation doit notamment mettre à nu ce qui a légitimé les inégalités entre les Blancs et les Noirs, en l'occurrence des enjeux économiques et non un problème ethnique.

4. Gobineau, (1816-1882), auteur de l'Essai sur l'inégalité des races humaines.

5. Jérôme Le Fauconnier, Citoyen Thuram, L'Equipe, 07/10/2006.



Lilian Thuram, Séminaire novembre 2008, Strasbourg.

« Il existe encore des personnes qui ont du mal à accepter le fait qu'un Noir soit français. Pendant la coupe du monde, il y a eu un débat pour savoir si les Français se reconnaissaient dans l'équipe de France. C'est un réel problème. Le sport est extraordinaire dans le sens où il fait avancer les choses de manière significative dans l'acceptation des minorités. Par contre, cela ne peut tenir solidement que par l'éducation. Autant les gens peuvent accepter que les Noirs composent le paysage sportif, autant, au niveau de la société, ce n'est pas encore vrai. »⁶ Pour faire évoluer les mentalités, les media ont donc un rôle crucial à jouer en relais d'un travail de prévention. Eviter d'assigner les minorités ethniques aux mêmes rôles et refléter avec justesse la diversité de nos sociétés est un chantier prioritaire pour

renforcer la cohésion sociale. Et l'engagement de personnalités telles que Lilian Thuram pour porter ce message fait sans nul doute avancer les choses plus vite.

6. Jérôme Le Fauconnier, Dossier Thuram, D'une vie à l'autre, L'Equipe, 06/12/2008.

Sports sexistes

Les performances sportives des femmes sont de plus en plus reconnues. Elles aspirent aux mêmes responsabilités que les hommes, à tous les niveaux. Pourtant les inégalités et les problèmes d'accès à la pratique persistent, et les compétitions féminines restent trop peu médiatisées.

Sport et Citoyenneté est le « premier "think tank" européen créé dans le domaine du sport ». L'organisation mène une réflexion en profondeur et relaye les différentes politiques européennes, parfois complexes, menées sur le sujet. En octobre 2008, un dossier intitulé « Femmes et sport » a été réalisé. On peut y lire une interview d'Emine Bozkurt, femme politique néerlandaise et députée européenne (l'interview est consultable sur le site Internet de Sport et Citoyenneté). Pour elle, s'il existe des différences acceptables, comme la séparation des compétitions entre hommes et femmes, d'autres le sont moins. Comme le fait que les femmes gagnent moins d'argent par exemple. Au cours de l'interview, Emine Bozkurt a également dénoncé la sous-représentation des femmes aux postes à responsabilité des grandes fédérations.

Dans ce dossier « Femmes et sport », figure également une interview de Nawal El Moutawakel (consultable aussi sur le site Internet). Ministre de la jeunesse et des sports du Maroc, Nawal El Moutawakel est une ancienne athlète, la première femme originaire d'un pays musulman à avoir remporté une médaille d'or olympique ! Elle note que depuis les années 1990 les instances internationales ont accordé une attention croissante à la question féminine et indique que « la représentation des femmes au sein du mouvement sportif est passée de 10% dans les années 1990 à 20% quelques années plus tard ». Elle rappelle par ailleurs : « En éliminant la marginalisation, la pauvreté, le misérabilisme et de nombreux autres fléaux, en encourageant l'insertion et la confiance en soi, le sport participe à l'émancipation des femmes. »

De son côté, Carine Bloch, vice présidente de la LICRA, présente au séminaire, a insisté sur les problèmes d'accès à la pratique. Aux Jeux Olympiques de Pékin, sur 40 médailles 7 seulement ont été obtenues par des femmes.

Cela s'explique essentiellement parce qu'il y a trop peu d'athlètes féminines. L'enquête annuelle de la LICRA sur les dérives racistes au sein des communes françaises révèle qu'une des principales sources d'inquiétude est l'accès des femmes au sport. 25% des villes font part du problème. Selon Carine Bloch, « cela cache des pressions familiales, culturelles, voire culturelles ». Si le sport est facteur d'émancipation, de fraternité, d'égalité, de valorisation et que les succès féminins ne sont plus à prouver, le sport féminin reste moins populaire et moins médiatisé.

Comment agissent les institutions européennes dans ce domaine ? Différents instruments politiques et juridiques ont été mis en place. Par exemple, l'article « Sport » du traité de Lisbonne, ou le Livre Blanc sur le sport dans lequel il est spécifié que « la commission européenne doit encourager l'intégration, l'égalité entre les sexes, l'accès au sport pour les femmes, notamment celle appartenant à des minorités ethniques, et l'accès des femmes aux postes de décisions ». Les media jouent aussi un rôle déterminant pour faire évoluer les mentalités, en diffusant davantage de compétitions féminines et en soutenant les démarches volontaristes.

Sport et Citoyenneté

Premier think tank européen dédié à l'impact sociétal du sport et à la promotion de ses valeurs fondamentales, dans le but de les mettre au service de la société. Ce défi se base sur une réflexion de fond menée au sein d'un réseau de sportifs, de professionnels du sport, d'institutions sportives et d'organisations gouvernementales et non gouvernementales nationales et européennes. Mais il s'appuie surtout sur chaque citoyen qui souhaite s'engager, propager et appliquer cette réflexion globale, collective et civile. L'objectif principal de notre think tank est alors de convaincre les décideurs (aussi bien les personnalités politiques que les entreprises privées et les institutions publiques, les réseaux d'influences ainsi qu'un maximum de citoyens) de l'utilité des valeurs du sport et de leurs influences positives sur la société. Sport et Citoyenneté est un lieu de réflexion et de mise en réseau auprès des pouvoirs publics, du secteur privé et du milieu associatif. Notre association se met au service du mouvement sportif, des sportifs et des citoyens (impliqués de près ou de loin dans le sport) pour promouvoir leurs actions et enrichir leur parcours d'une expérience éthique.

<http://www.sportetcitoyennete.org/version3/>

**Sport and
Citizenship**
Sport serving society



**Sport et
Citoyenneté**
Le Sport au service de la société

Agir contre le racisme dans le football. L'expérience du réseau FARE

FARE (Football Against Racism in Europe) est né en février 1999 à Vienne, à l'initiative de groupes de supporters européens, militants antiracistes. Aujourd'hui, FARE compte des partenaires actifs dans plus de 40 pays européens et coopère avec plus de 300 organisations, à tous les niveaux du football.

Les membres du réseau interviennent dans les stades et autour, mais dénoncent aussi le racisme institutionnel, moins visible, ainsi que l'exclusion des minorités à différents niveaux du football. Pour toucher l'opinion publique, ils alertent et demandent des sanctions. Par exemple, en 2004, Otto Baric sélectionneur croate de l'Albanie, avait déclaré lors d'une interview qu'il ne voulait pas d'homosexuel dans son équipe. FARE a porté plainte et Otto Baric a dû payer 3000 francs suisses à l'UEFA. C'était la première fois qu'un officiel était sanctionné pour homophobie.

FARE a bien compris le rôle crucial des media. Pour les intéresser et les impliquer, le réseau travaille étroitement avec les instances dirigeantes et les stars du jeu, les joueurs. Pour l'illustrer, Kurt Wachter, coordinateur du projet Fairplay et de FARE, a rappelé quelques dates importantes. En 2001, l'UEFA a remis à FARE le Prix Monaco avec un chèque d'un million de francs suisses. L'organisation est devenue membre du portefeuille de partenariats de l'UEFA au niveau du football et de la responsabilité sociale. En 2002, FARE a reçu le prix « Free Your Mind » (Libère ton esprit) aux MTV Europe Music Awards à Barcelone. Enfin, parmi les événements importants de ces dernières années, en 2006, la FIFA et FARE ont conclu une alliance stratégique anti-discrimination.

Chaque année, FARE organise une semaine d'action, pour donner la possibilité d'aborder les problèmes locaux au sein des clubs, tout en offrant l'image d'un front uni contre le racisme dans le football. En octobre 2008, la semaine d'action a suscité près de 1000 événements à travers toute l'Europe. Un des outils phares de la campagne 2008 de FARE « Unis contre le racisme » a été le clip « Plusieurs langues, un seul but: Non au racisme ».

Réalisé par l'américain John Buché, produit par Embassy of Dreams, une société de production munichoise, et joué par des acteurs venant de toute l'Europe, ce spot de 30 secondes, soutenu par l'UEFA et la Commission européenne, a été projeté avant, pendant et après chaque rencontre de l'Euro 2008. « Dans ce film, tout est symbolique. Des acteurs roumains représentent l'Europe de l'Est, nous avons utilisé des acteurs néerlandais pour faire référence à l'époque coloniale, et les comédiens turcs ont participé pour signifier leur omniprésence actuelle dans de nombreuses parties de l'Europe » a indiqué le réalisateur (Interview sur le site de FARE). Le film montre les émotions des supporters, aussi bien chez eux, devant leur télévision, qu'au stade ou encore au bistrot, avant et pendant un but. L'objectif étant de faire ressortir l'universalité de ces émotions. FARE utilise aussi d'autres moyens de diffusion : fanzines, sites internet, DVD, affiches... Ces outils peuvent être utilisés par tous ceux qui veulent supporter le réseau.

Football contre le racisme en Europe

Nous voulons débarrasser le football, le plus grand sport du monde, du racisme. Le football nous appartient, à tous. Toute personne devrait avoir le droit de jouer, de regarder et de discuter librement et sans peur. Malheureusement, le racisme est encore présent à tous les niveaux de jeu - amateur ou international. Qu'ils soient à mettre au compte des supporters, des joueurs, des clubs ou d'autres associations de football, FARE estime que ce genre de comportements sur et hors du terrain est inacceptable et que la majorité des supporters et des joueurs les condamnent. FARE aspire à débarrasser le football du racisme en combinant diverses actions antiracistes portées par les associations de football en Europe. FARE vise à soutenir ces groupes et à coordonner les efforts à l'échelle européenne. FARE collabore avec les différentes organisations pour les aider à partager une bonne pratique et à faire front contre le racisme dans le football.

<http://www.farenet.org/>

www.farenet.org
fare

Plus de prévention, de sanctions, de médiatisation...et d'introspection

« On ne lutte pas contre le racisme avec de bonnes intentions et des gadgets (hymne contre le racisme, tee-shirts) mais grâce à l'éducation et à l'application des textes existants, amplement suffisants (Code pénal, Code du sport, règlements, charte...) »⁷. *Renforcer l'éducation contre le racisme pour les plus jeunes, appliquer de manière systématique les textes de lois, impliquer les media et inviter chacun à se responsabiliser sont les principales pistes d'actions qui sont ressorties des débats.*

Les deux axes de la stratégie de l'UEFA ont été présentés par Jonathan Hill, directeur du bureau bruxellois de l'organisation. A court terme, il s'agit de punir plus sévèrement les clubs et les joueurs qui commettent des discriminations et du racisme. (Amendes, suspension pour 5 matchs...). A long terme, la priorité sera donnée à l'éducation, ce qui explique le partenariat avec FARE, qui fournit un important réseau sur le terrain.

De son côté, Margot Dunne, journaliste free lance à la BBC, a mis l'accent sur l'importance de la place que doivent occuper les sujets traitant de ces questions au sein des media. Pour elle, ils doivent faire la Une : « C'est la seule manière d'éradiquer le problème. Il y a eu une amélioration fantastique en Grande Bretagne ces dix dernières années, car nous n'avons pas cessé de parler du racisme, d'être vigilants, d'alerter. A chaque fois qu'il y a eu un événement, c'était en première page. Cela doit toujours faire la Une pour que l'opinion publique se sente plus concernée. » Jérôme Le Fauconnier a attiré l'attention quant à lui sur le contexte français et la crise que traverse la presse écrite dans ce secteur : « Il y a une compétition effrénée pour vendre et la lutte contre les discriminations n'est pas vendeur. De temps en temps, on fait quelque chose pour se donner bonne conscience. Mais c'est rare qu'un patron de presse vous donne le temps de vous informer et d'aller dans les rencontres pour échanger. Il y a donc une extrême vigilance à avoir, et c'est un combat de tous les jours. » Pour lui, les institu-

7. Marc Chevrier, Des annonces et peu d'actes, L'Equipe, 22 /02/2008.

tions européennes ont un rôle crucial à jouer pour faciliter le travail des journalistes, en leur fournissant une information facilement « communicable ». Des propos qui font échos à ceux de Margot Dunne, qui a expliqué que les progrès en Grande-Bretagne n'auraient pas été faits sans une étroite collaboration entre les institutions, les ONG et les media. Un autre point important concerne la sous-représentation des minorités ethniques dans les media sportifs. Pour avancer, il est nécessaire d'avoir une diversité de visages et de voix pour parler aux fans. Une idée également défendue par Carine Bloch, vice présidente de la LICRA.

Prévention, sanctions et médiatisation ont donc constitué les maîtres mots. Mais comme l'a suggéré Jonathan Hill de l'UEFA, au-delà des déclarations et des engagements des uns et des autres, chacun d'entre nous devrait se poser cette question : « Pourquoi y a-t-il encore tant d'actes de racisme ? »

LE CONSEIL DE L'EUROPE

47 ETATS MEMBRES. 800 MILLIONS D'EUROPÉENS.

Le Conseil de l'Europe a été créé le 5 mai 1949 pour protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit dans tout le continent européen. Le siège de cette organisation internationale se trouve à Strasbourg.

DANS LES 47 ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE, LA DISCRIMINATION EST UN DÉLIT

**VOUS POURRIEZ ÊTRE LA PROCHAINE VICTIME OU LE PROCHAIN TÉMOIN, ALORS
DITES NON À LA DISCRIMINATION !**

C'est le grand message de la campagne du Conseil de l'Europe contre la discrimination, destinée principalement aux professionnels des médias et qui se donne pour missions :

1. de former les professionnels des médias au traitement de l'actualité relative à la discrimination et au dialogue interculturel ;
2. d'aider les personnes issues de minorités à faire entendre leur voix en facilitant leur accès aux métiers des médias et à la production médiatique ;
3. d'informer l'opinion publique sur les politiques de lutte contre la discrimination.

Cette campagne axée sur le rôle des médias dans une Europe multiculturelle tire son origine du Livre blanc du Conseil de l'Europe sur le dialogue interculturel « Vivre ensemble dans l'égalité ».



Conseil de l'Europe

Avenue de l'Europe – F-67075 Strasbourg Cedex

Tél. +33 (0)3 88 41 20 00

www.coe.int/antidiscrimination